

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 9 MAI 1923.

BUDGET

des dépenses recouvrables en exécution des Traités de Paix
POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. de LIEDEKERKE.

MESSIEURS,

L'ensemble du Budget des Dépenses recouvrables avec ses sorties de caisse très considérables et certaines, ses recettes restreintes et aléatoires, doit attirer plus que jamais l'attention de la Chambre et du Pays.

La colonne des dépenses, abstraction faite de la somme de 457 millions portée en recette compensatoire au Budget des Voies et Moyens qui représente la part du Budget des Dépenses Recouvrables dans les charges de la Dette publique inscrites au budget ordinaire, est de deux milliards et demi en chiffres ronds, tandis que celle des recettes n'est que de 1 milliard 640 millions, encore celles-ci sont-elles problématiques.

L'an dernier, dans notre rapport, nous avons insisté sur l'urgence de versements en numéraire pour consolider la situation de notre pays et émis l'espoir que notre débiteur comprendrait enfin que son devoir et la plus élémentaire justice l'obli-

(1) Budget, n° 4-XIII.

(2) Composition de la Commission spéciale :

1) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Mechelynck, président, Houtart, Hallet, vice-présidents, Carlier, David, secrétaires, Bologne, Cousot, de Bruyne (Augustin), Donnay, de Liedekerke, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.

2) Six membres nommés par les sections : MM. de Liedekerke, Gris, de Wouters d'Oplinter, Van Ackere, Poncelet et Missiaen.

geaient à réparer vite le mal causé volontairement à un faible. Nos paroles n'ont trouvé, malheureusement, aucun écho au-delà du Rhin. L'Allemagne continuant malgré tout sa politique de dépréciation de sa monnaie, de ruine de son crédit, et s'obstinant dans le refus de remplir ses engagements, nous nous sommes vus contraints, pour sauvegarder nos droits les plus sacrés, de recourir à une politique d'action et de prise de gages. C'est à regret que nous avons dû l'adopter, mais devant la mauvaise volonté et la mauvaise foi évidentes de notre débiteur, aucune autre solution acceptable du conflit n'ayant été indiquée, c'est à regret, disons-nous, mais avec l'approbation du Parlement et du pays entier, que, pour marquer notre décision inébranlable et notre volonté inflexible d'obtenir enfin notre dû, nous avons occupé la Ruhr.

Ceux qui, au mépris des traités et de la foi jurée, ont dévasté notre pays s'obstinant à nous refuser ce que la justice, le droit, l'équité et la nécessité nous obligeaient à leur réclamer, se rendront bientôt, espérons-le, devant l'évidence de l'inutilité de leur résistance, et devant la certitude que notre persévérance pour gagner enfin la paix, sera aussi grande que celle que nous avons déployée pour gagner la guerre.

Votre Commission eût été désireuse de présenter au Parlement, l'état exact du compte courant de l'Allemagne, mais malgré ses démarches cela lui sera impossible, beaucoup de comptes n'ayant pu à l'heure actuelle être apurés, ni par la Cour des Comptes ni par la Commission des Réparations. Nous nous voyons donc encore une fois amenés à ne fournir sur certains points intéressants de ce budget, que des prévisions, certes sérieuses, sans qu'il nous soit possible de déterminer avec la brutalité des chiffres, les dépenses faites à ce jour, ni les dépenses encore à faire. Des renseignements fournis à la Commission par le Gouvernement, il semble pourtant ressortir que les prévisions des dépenses ne seront pas dépassées.

Si un budget reflète exactement les dépenses et les recettes prévues, il n'indique pas l'état de la trésorerie, or celle-ci, même si le milliard et demi de recettes prévues n'était pas entièrement effectué cette année, ne sera pas trop gênée.

En effet, tout d'abord, en raison des traites que nous avons touchées et toucherons encore ces temps-ci, espérons-nous, notre trésorerie sera alimentée; certes nous avons fait ces avances — dans lesquelles nous rentrons maintenant — sur les emprunts contractés au cours des années passées, mais cette circonstance ne nous est pas moins favorable actuellement et nous permettra de poursuivre l'œuvre de restauration commencée sans devoir recourir avec exagération à l'emprunt.

En second lieu, grâce à la façon dont une très grande partie des dommages de guerre est réglée (par remise de titres rapportant 5 p. c.) les sorties immédiates de numéraire sont relativement peu importantes pour l'État et se limitent à un service d'intérêts.

Il serait cependant possible que les sommes que les Coopératives pour dommages de guerre avancent aux sinistrés et qui sont garanties par l'État et fournies par l'emprunt deviennent — relativement au chiffre général des réparations accordées par les tribunaux — quelque peu plus importantes actuellement que par le passé, tout faisant prévoir que les dossiers en cours d'instruction représentent les intérêts d'un nombre important de sinistrés qui recourront à ce mode de paiement. La Chambre ferait peut-être œuvre sage, en suggérant au Département auquel échoit

le travail de la liquidation des titres de se montrer particulièrement attentif avant de laisser escompter ceux-ci par les organismes coopératifs. Il est certain que l'emprunt à lots des Coop. de D. de G. émis ces jours-ci sera un des derniers à lancer pour mener à bien les restaurations. La faveur dont jouissent ces opérations est du reste la plus justifiée, car s'il est des dépenses qui peuvent et doivent même être faites sur l'emprunt, ce sont bien celles d'outillage et de reconstruction, qui contribuent à rendre à la Belgique tous ses moyens de production en même temps qu'elles développent le rendement de son régime fiscal.

Il est désolant de devoir faire ces avances pour ceux qui nous ont dévastés, mais l'intérêt bien compris du pays l'exige.

Il nous paraît intéressant d'examiner ici un problème qui n'est pas encore résolu et semble troubler un grand nombre d'industriels.

Jusqu'à présent la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, avait prêté aux industries sinistrées, jusqu'à concurrence de la valeur complète de leurs titres de Dommages de Guerre, mais aujourd'hui cette société désireuse de pouvoir rendre service à toute sa clientèle éventuelle, et la voyant augmenter à mesure que de nouveaux jugements, soit provisionnels soit définitifs, interviennent, semble ne plus vouloir prêter que le 80 p. c. des sommes accordées par les jugements.

Cette réforme, qui à certains points de vue peut être justifiée, à l'égard de la Société nationale de Crédit à l'Industrie paraît ne pas tenir compte des engagements antérieurs pris par l'État et met dans l'embarras certaines industries dont le maintien est indispensable à la prospérité du pays. Votre Commission a prié le Gouvernement d'examiner à nouveau avec une attention toute spéciale les conséquences de la mesure projetée et se demande s'il ne serait pas utile d'étudier dès à présent les questions complexes que soulèvera l'échéance des titres de Dommages de Guerre.

Il est à espérer que le temps n'est plus éloigné où nous serons enfin fixés sur les solutions des graves problèmes tant des réparations que des dettes interalliées. A notre point de vue personnel, nous sommes heureux de constater que de plus en plus l'opinion publique dans tous les pays tend à consacrer la doctrine du privilège pour les réparations s'appliquant aux régions dévastées. Qui pourrait contester que, malheureusement, notre pays est certainement parmi les plus éprouvés : il est, certes, la victime innocente du grand conflit mondial de 1914-1919, aucune partie de son territoire n'ayant échappé totalement à l'emprise brutale de nos ennemis ni à la destruction systématique de toutes ses richesses.

Qu'aurions-nous, du reste, à craindre alors que tant de promesses de réparations intégrales nous ont été faites dans maintes circonstances solennelles par tous nos grands Alliés.

Peut-il être question comme d'aucuns s'en étaient faits les échos, de modifier la loi sur les dommages de guerre ? Nous sommes heureux de pouvoir rassurer à ce point de vue tous les intéressés. La Belgique a pris un engagement d'honneur, elle le tiendra. C'est pour le tenir qu'elle poursuivra une politique énergique.

Modifier maintenant la législation sur ces questions, risquerait d'établir deux catégories de sinistrés. La conscience publique se révolterait contre semblable

procédé. De plus, nous devons le reconnaître et le dire bien haut, le chiffre réel des dommages subis par nous dépassera de beaucoup le chiffre qui ressortira de l'établissement du compte courant de l'Allemagne, car la loi qui nous régit est bien loin de réparer tous les dommages certains, matériels et directs, causés par l'ennemi. Rend-on aux particuliers la valeur de leur nombreux objets d'arts enlevés ou perdus? Leur rend-on la valeur de leurs meubles soi-disant de luxe? Le coefficient de remploi n'est-il pas souvent au-dessous du prix réel de reconstruction? Rend-on à tous, toutes les matières premières enlevées, etc.? Non.

Que de dommages aussi ne rentrent pas dans les catégories de ceux dont le Traité de Versailles a prévu la réparation, quoique certains, directs et matériels.

Le Budget de cette année commence à prendre sa forme définitive, car comme le disait si justement M. le Rapporteur général il ne sera bientôt plus composé que de trois rubriques « Service des Emprunts, Intérêt des Titres, Indemnités et Pensions » je dirai même une seule, car ces trois rubriques se résumeront dans le service des emprunts contractés pour faire face à nos engagements.

Les divers départements qui figurent encore en dépenses au budget de 1925 y portent tous les dépenses annoncées en 1922 à la Commission, et celles-ci restent dans la norme des prévisions.

L'an prochain, à l'exception du Ministère des Chemins de fer, du Ministère des Affaires Economique et de celui des Travaux Publics, les autres auront pratiquement disparus, peut-on dire.

Le Ministère des Affaires Economiques n'aura plus pour l'office des Régions dévastées qu'un budget de liquidation, de même que le Ministère de l'Agriculture dont les services de restauration agricole sont entrés en liquidation à partir du mois de mai de cette année.

Si nous voyons dans l'étude approfondie de ce budget, certains motifs de confiance à d'autres points de vue nous y découvrons aussi des causes d'inquiétude. Que nous coûteront, en plus des prévisions, nos soldats et nos civils envoyés dans la Ruhr?

Comme l'an dernier nous concluons en affirmant une fois de plus notre droit absolu aux réparations. L'Allemagne doit payer, elle paiera.

*
* *

Passons, si vous le voulez bien, rapidement en revue les différents articles du Budget.

Les dépenses prévues pour la *Dette publique*, n'ont besoin d'aucun commentaire pour se justifier. Les *Ministères de la Justice, de l'Intérieur, des Sciences et des Arts*, demandent les crédits nécessaires pour terminer les réparations qui leur incombent et continuer pour certains, leurs œuvres nées de la guerre. Leurs demandes de crédits avaient toutes été annoncées dès l'an passé à la Commission.

Le *Ministère des Travaux Publics* a supprimé cette année tous les travaux non

encore commencés ; cette mesure de prudence, nécessitée par l'inobservation de l'état des paiements du 21 mai 1921 imposé à l'Allemagne, retardera quelque peu la restauration du domaine public, mais elle nous est dictée par la sagesse. Ce Département prévoit pour les années prochaines des dépenses pouvant être estimées à une cinquantaine de millions, en plus de celles qu'il vient de postposer.

Le *Département de l'Agriculture* liquide ses services de la restauration agricole suivant la note publiée en annexe. (*Voir Annexe II.*)

Le *Ministère des Affaires Économiques* a surtout deux services intéressants. Le premier, appelé O. R. D. ou Office des Régions Dévastées, comprend les Hauts Commissaires Royaux, leurs adjoints, le service des transports, le service des communes adoptées ainsi que le service des communes non adoptées, mais cependant sinistrées en partie.

Ce service sera en liquidation complète l'an prochain ; quelques fonctionnaires y resteront attachés pour achever la liquidation déjà commencée.

Cependant, comme nous le disions l'an passé, il faut que ces fonctionnaires disparaissent par suppression d'emplois et non en passant leurs besognes à de nouveaux venus. La possibilité pourrait cependant être envisagée de faire rentrer l'achèvement complet de certains travaux dans les services permanents des Travaux publics. Mais il faut être prudent avant de supprimer les services relatifs aux adoptions des communes, car il est évident que si on les supprime trop rapidement, un surcroît de besogne sera imposé aux Gouverneurs des provinces, dont le personnel pourrait devoir en être augmenté et faire école.

Le second service intéressant dans ce Ministère est l'Office des Dommages de Guerre.

Nul ne pourrait encore actuellement dire avec précision le montant total des sommes qui seront accordées par les jugements ou transactions à venir. Plus de trois cent mille affaires sont réglées définitivement, elles concernent un nombre sensiblement plus considérable de dossiers. Depuis janvier à fin mars de cette année, soixante-cinq mille affaires ont été terminées de l'une ou de l'autre façon indiquée plus haut. Ce chiffre n'avait jamais été encore atteint ; cependant le Département a déjà pu diminuer l'ensemble de son personnel de 160 employés.

Certains membres de la Commission ont exprimé le désir de voir, comme la loi le demande, publier la liste des transactions conclues et auraient été heureux de voir fournir la nomenclature de tous les jugements.

Le Budget du *Ministère de la Défense Nationale*, à de bien petites sommes près, ne comporte plus que des dépenses de pensions.

Le *Ministère des Chemins de fer* suit son programme de restauration annoncé et, suivant les prévisions données à la Commission l'an dernier, il espère avoir terminé sa tâche sans dépasser les chiffres indiqués qui sont d'environ 150 millions.

Nous pourrions nous rendre un compte exact des dégâts commis par l'occupant dans ce domaine spécial, quand nous aurons fait connaître que les travaux de réparations, actuellement exécutés dépassent les 2 milliards et que l'Allemagne

nous a restitué du matériel porté à son crédit pour un chiffre qui doit plus ou moins approcher de la moitié de celui-ci.

L'ensemble du Budget a été approuvé par la Commission par 7 voix et 3 abstentions.

Le Rapporteur,

P. DE LIEDEKERKE.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



ANNEXE I.

Recettes effectuées par la Commission des Réparations au 31 décembre 1922.

D'après les dernières publications de la Commission des Réparations, l'Allemagne, à la date du 31 décembre 1922, a fait les versements suivants en marks-or :

Espèces	1,878,515,000
Livraisons en nature.	3,495,006,000
Biens d'Etats cédés	2,553,905,000
Recettes de trésorerie	13,000,000
Total.	7,940,426,000
qui ont été réparties de la façon suivante :	
France	1,790,803,000
Belgique	1,719,996,000
Grande-Bretagne	1,150,524,000
Italie	242,794,000
Serbie	150,685,000
Japon	67,978,000
Tchécoslovaquie	21,190,000
Pologne	14,705,000
Grèce	11,023,000
Roumanie	10,144,000
Portugal	4,415,000
Total.	5,184,257,000

Les 2,756,169,000 marks-or restant font l'objet des comptes ci-après :

Câbles sous-marins	49,000,000
Biens cédés et parts de la dette publique allemande.	2,085,393,000
Partie de la valeur estimative des mines de la Sarre.	100,000,000
Partie de la valeur des navires	391,519,000
Divers	92,631,000
Espèces en caisse et créances à recouvrer	37,626,000
Total.	7,940,426,000

Ces chiffres ne sont que provisoires et peuvent donner lieu à des modifications.
Le coût des armées d'occupation doit être défalqué des sommes attribuées par ce tableau aux différents pays.

Les 7,940 millions de marks-or formant le total des recettes effectuées au 31 décembre dernier par la Commission des Réparations comprennent 7,927 millions de marks-or livrés par l'Allemagne et 13 millions de marks-or de recettes de trésorerie réalisées par la Commission.

Sur ce total de 7,940 millions de marks-or ;
il reste en suspens : 2,756 — —
ont été répartis : 5,184 — —

On remarquera en ordre principal, dans les comptes en suspens, 2,085 millions de marks-or représentant la valeur des biens d'Etat abandonnés dans

les territoires cédés à la Pologne et à Dantzig et la part de la dette allemande d'avant-guerre à assumer par les habitants de ces territoires. Ces sommes ont été, en suite à une décision de la Conférence de Spa, portées à un compte d'attente et ne peuvent pas faire l'objet d'une répartition entre alliés.

Sur le total de 5,184 millions de marks-or distribués aux puissances, 2,840 millions ont été affectés au remboursement de créances privilégiées : avances faites aux Allemands pour certaines livraisons de charbon, coût des armées d'occupation (non compris l'armée américaine) et frais des commissions interalliées de contrôle. Les puissances ont donc reçu pour les réparations proprement dites 2,344 millions de marks-or.

Il y a lieu de noter que l'on a crédité l'Allemagne pour matériel abandonné durant la retraite, livraisons effectuées à l'armistice, bateaux et câbles saisis ou remis immédiatement après la guerre, d'une somme de 1,970 millions, figurant dans le total de 3,495 millions pour livraisons en nature. On aurait pu, semble-t-il, faire une distinction entre ces deux ordres de recettes.

. ANNEXE II.

REPOSES DU GOUVERNEMENT AUX QUESTIONS POSÉES
PAR LA COMMISSION

QUESTION.

*Où en est la liquidation des services pour la restauration agricole ?
Quelles mesures ont été prises à ce jour ?
Quand espère-t-on que la liquidation sera terminée ?*

RÉPONSE.

a) *Le service de restauration des terres* par l'Etat est à la veille d'être liquidé. Les travaux prévus dans la dernière adjudication sont en cours d'exécution et sur le point d'être terminés.

Le service, qui comptait à un certain moment 52 surveillants, n'en possède plus que 5.

Les travaux de nivellement par l'Etat seront achevés vers le mois de juillet.

Un dernier travail de reconstruction de pontceaux et aqueducs sur cours d'eau non navigables sera mis prochainement en adjudication et terminé dans le courant de cette année.

b) *Service de motoculture.* — La liquidation est sur le point d'être faite.

Jusqu'à présent six des sous-centres de motoculture sont supprimés et le personnel licencié. Il en sera de même bientôt pour les deux sous-centres restants et pour les centres principaux. Au mois de mai, le service des labours sera complètement arrêté.

On procède à la liquidation du matériel. Une première vente de tracteurs a déjà eu lieu et une seconde (de 30 tracteurs) sera tenue le 1^{er} mai prochain. Les appareils restants pourront être vendus après la période des labours. Le service des battages ne sera plus nécessaire que pour quelques communes, à l'automne prochain. Après quoi, on pourra liquider complètement le matériel, dont une partie sera cédée aux cultivateurs le 1^{er} mai prochain.

c) *Service des contrats de restauration.* — La plupart des contrats de restauration sont conclus. Ceux qui restent seront faits en même temps que les contrats de parachèvement.

d) *Service des contrats de parachèvement.* — Un grand nombre de contrats de parachèvement sont conclus ou en voie de conclusion (7,500). Ce travail se fait sur place dans les centres à Ypres et Dixmude. La direction, l'approbation et la liquidation sont assurées par les bureaux de Bruges. La conclusion de ces contrats pourra, espère-t-on, se terminer pratiquement cette année, sauf l'exécution des travaux et la liquidation des sommes prévues.

Ces contrats de parachèvement tiendront lieu de transactions définitives et supprimeront une partie importante du travail des tribunaux des dommages de guerre.

e) *Service des avances pour terres restaurées sans contrat préalable.* — Les opérations sont presque terminées.

f) *Commissions de répartition agricole.* — Les Commissions régionales seront suspendues le 1^{er} juin prochain et tout le travail de justification assuré par les bureaux de Bruges.

g) *Service d'approbation des plans d'aménagement.* — Le travail est terminé aux deux tiers. Il pourra être achevé dans le courant de cette année.

h) *Divers services.* — Copie des plans, atlas des chemins vicinaux et cours d'eau, récupération de mitrailles, service des renseignements, seront terminés dans le courant de cette année.

QUESTION.

*Quelle est la décomposition des postes renseignés à l'article 24 ?
Prière d'établir que les frais faits en faveur des sinistrés viennent en déduction des dommages de guerre qui leur reviennent.*

RÉPONSE.

Le crédit de 500,000 francs prévu à l'article 24 a pour but de permettre au Département d'intervenir dans les cas où la restauration intégrale de certaines terres exige des pratiques spéciales auxquelles les cultivateurs n'auraient pas spontanément recours, telles que, notamment, des applications extraordinaires de chaux destinées à combattre les effets de l'inondation prolongée par l'eau de mer.

Jusqu'ici le Département n'a pas encore été amené à imputer des dépenses sur cet article.

Ces dépenses viendraient nécessairement en déduction des indemnités revenant aux sinistrés puisqu'elles auraient pour effet d'atténuer sinon de supprimer entièrement les dommages pour lesquels la réparation est due.

QUESTION.

Prière de détailler et justifier les mesures prises pour la reconstitution et l'amélioration des races d'animaux domestiques dans les régions dévastées. (Art. 25 du projet de Budget.)

RÉPONSE.

Au début de l'année 1922, la population bovine de la région dévastée représentait environ 40 p. c. de ce qu'elle était en 1914. Elle était composée en majeure partie d'animaux appartenant à des races de bétail étrangères au pays, dont beaucoup avaient été récupérés en Allemagne.

Cette masse hétérogène ne pouvait être d'aucune utilité pour la reconstitution définitive du cheptel bovin. Car les types qu'on aurait obtenus par le croisement désordonné de ces animaux de natures très différentes auraient donné lieu à des dissociations qui auraient rendu cette masse plus disparate encore.

D'un autre côté, aucune de ces races ne pouvait soutenir avantageusement la comparaison avec l'ancienne race rouge des Flandres qui peuplait ces régions en 1914.

Malheureusement, la reconstitution de cette excellente race était particulièrement difficile par suite du manque de reproducteurs mâles dans la région. Pour remédier à cette situation, mon Département procure aux associations d'éleveurs les reproducteurs nécessaires. Etant données les conditions particulièrement difficiles et onéreuses dans lesquelles ces animaux sont entretenus, mon Département intervient à raison de 700 francs par an dans les frais d'entretien. Jusqu'ici 32 syndicats ont sollicité et obtenu ces subsides.

L'« Agricultural Relief of Allies Committee » a fait don aux agriculteurs de la région dévastée d'un certain nombre de sujets à haute origine de la race « dairy shorthorn ». Etant donnée la valeur spéciale de ces animaux, mon Département a cru intéressant de faire un essai d'acclimatation de cette race. Dans le but de la conserver à l'état de pureté, les détenteurs de ces animaux ont été groupés en deux syndicats d'élevage, l'un à Slype et l'autre à Wervicq, syndicats auxquels mon Département a accordé les mêmes avantages qu'à ceux qui groupent les éleveurs de bétail indigène. La situation du cheptel caprain était identique à celle du bétail décrite ci-dessus. Pour reconstituer la race de la région, qui possède beaucoup de qualités, mon Département accorde un subside de 400 francs aux syndicats de la région dévastée en vue de les aider dans l'acquisition d'un géniteur.

QUESTION.

Quelles sont les recettes produites par les divers services de motoculture, de battage des céréales, etc. Sur quelles bases ces recettes sont-elles calculées?

RÉPONSE.

Service de motoculture : fr. 176,490.63.

Service de battage : fr. 489,549.63.

Les redevances pour les labours sont les suivantes :

0 francs par hectare pour un premier labour ;

50 — — — second —

75 — — — troisième —

Pour le battage :

Sans lieuse, 30 francs par 100 kilogrammes de grain battu .

Avec — 40 — 100 — —

QUESTION.

Combien y avait-il, à la date du 1^{er} mars 1923, d'affaires entièrement terminées soit par un jugement ou par une transaction? A combien se montait le chiffre des dommages de guerre ainsi attribués : a) pour dommages aux biens ; b) pour dommages aux personnes ?

RÉPONSE.

Les éléments nécessaires pour établir la statistique au 1^{er} mars 1923 ne sont pas encore tous parvenus à l'administration centrale. Le relevé ci-dessous donne la situation au 31 janvier dernier.

Dommages aux biens.

Le nombre de demandes solutionnées *définitivement* est de 271,524 pour une somme de fr. 3,253,190,779.32 se décomposant comme suit :

Jugements définitifs :	177,101 pour .	fr. 3,105,558,102.04
Transactions Office des dommages de guerre :	71,010 —	94,577,540.25
Transactions Fédération des Coopératives :	23,413 —	55,255,537.03

Dommages aux personnes.

Nombre de jugements rendus : 195,849.

Il est pratiquement impossible de déterminer le montant des sommes allouées, la plupart de celles-ci constituant, en effet, des rentes. Au 31 janvier 1923, le Département avait payé comme arrérages de ce chef fr. 285,133,267.82 aux victimes civiles.

QUESTION.

Quels sont les coefficients de reconstruction par l'État (moyenne pour 1922, par secteur)?

RÉPONSE.

Ces coefficients sont les suivants :

Flandre Occidentale (secteur Nord)		4,849
Flandre Occidentale (secteur Sud)		4,962
Flandre Orientale		4,385
Anvers .		4,673
Brabant .		4,593
Hainaut .		4,249
Namur .		4,14
Liège et Luxembourg		4,451

(12)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MEI 1923.

BEGROOTING der uitgaven verhaalbaar ter uitvoering der Vredesverdragen DIENSTJAAR 1923 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de **LIEDEKERKE**.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van de « Verhaalbare » uitgaven, met hare zeer aanzienlijke en zekere kasuitgaven, hare beperkte en wisselvallige ontvangsten moet, in haar geheel, meer dan ooit de aandacht van de Kamer en van het Land op zich trekken.

Het beloop der uitgaven, na aftrok van de som van 457 miljoen als compensatie-ontvangst gebracht op de Begrooting van s' Lands middelen — welke het aandeel vertegenwoordigt van de Begrooting der Verhaalbare Uitgaven in de lasten der op de gewone begrooting geboekte Openbare Schuld — is twee en half milliard in afgeronde cijfers, terwijl de ontvangsten slechts 1 milliard 640 miljoen bedragen; en deze zijn dan nog problematisch.

Verleden jaar, hebben wij er in ons verslag op aangedrongen dat het noodig was de stortingen in specie spoedig te verrichten om den toestand van ons land vaster te maken, en wij drukten de hoop uit, dat onze schuldenaar eindelijk zou begrijpen dat de plicht en de eenvoudigste rechtvaar-

(1) Begrooting, n^o 4-xiii.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuinigingen* : de heeren Mechelynck, voorzitter, Hallet, Houtart, ondervoorzitters, Carlier, David, secretarissen, Bologne, Cousot, De Bruyne (Aug.), Donnay, de Liedekerke, Ozeray. Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

2) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren de Liedekerke, Gris, de Wouters d Oplinter, Van Ackere, Poncelet en Missiaen.

digheid hem oplegden het kwaad, vrijwillig aan een zwakke veroorzaakt, spoedig te herstellen. Eilaas ! onze woorden vonden aan gene zijde van den Rijn niet den minsten weerklank. Duitschland, ondanks alles, gaat voort met zijne munt in waarde te verminderen, met zijn crediet te ontzenuwen en weigert halsstarrig zijne verbintenissen na te komen, zoodat wij verplicht waren, om onze geheiligste rechten te vrijwaren, onzen toevlucht te nemen tot eene handelende politiek en onderpanden te nemen. Tot ons spijt waren wij daartoe gedwongen, doch tegenover den blijkbaren slechten wil en de kwade trouw van onzen schuldenaar, bleef ons geene andere aanneembare oplossing over en, tot ons spijt, zeg ik, doch met de goedkeuring van het Parlement en van gansch het Land, hebben wij het onwrikbaar besluit genomen, ten einde het ons verschuldigde te bekomen, de Ruhr te bezetten.

Zij die, met verrachting van de Verdragen en van het gegeven woord, ons land hebben verwoest, die ons hardnekkig blijven weigeren wat de rechtvaardigheid, het recht, de billijkheid en de noodzakelijkheid ons oplegden van hen te eischen, zullen — wij hopen het — weldra moeten toegeven wanneer zij het ijdele van hun weerstand zullen inzien en de zekerheid hebben opgedaan dat onze standvastigheid om eindelijk den vrede te winnen even groot zal zijn als die welke wij hebben getoond om den oorlog te winnen.

Uwe Commissie had gewenscht aan het Parlement den juisten toestand te kunnen doen kennen van Duitschlands' loopende rekening; ondanks al de moeite welke zij er zich voor gegeven heeft, zal hun dit niet mogelijk zijn, daar op dit oogenblik nog vele rekeningen niet konden aangezuiverd worden, noch door het Rekenhof noch door de Commissie van Herstel. Wij zijn dus nogmaals verplicht, voor sommige belangrijke punten van deze begrooting, slechts ramingen te geven, die echter van ernstigen aard zijn; doch wij vermogen nog niet door ruwe cijfers te bepalen, noch de tot heden gedane uitgaven, noch de uitgaven welke nog moeten gedaan worden. Uit de inlichtingen door de Regeering aan de Commissie verstrekt, schijnt echter te blijken dat de geraamde uitgaven niet zullen overschreden worden.

Indien eene begrooting een juist beeld geeft van de voorziene uitgaven en inkomsten, zij geeft niet den staat der Thesaurie aan; welnu, zelfs indien het voorziene anderhalf milliard ontvangsten dit jaar niet geheel werd verwezenlijkt, zou deze niet al te zeer genepen zijn.

Inderdaad, wordt, in de eerste plaats, wegens de wissels welke wij ontvangen hebben en binnen kort, hopen wij, nog zullen ontvangen, onze Thesaurie gestijfd. Wij hebben, wel is waar, deze voorschotten gedaan welke wij thans terugwinnen op de leeningen aangegaan in den loop der verleden jaren, doch die omstandigheid is ons thans niet minder gunstig en zij zal ons toelaten het aangevangen werk van herstel voort te zetten zonder al te zeer tot de leening onze toevlucht te moeten nemen.

Dank zij, in de tweede plaats, de wijze waarop een groot deel der Oorlogsschade wordt geregeld (door afgifte van titels tegen 5 t. h.,) zijn de dadelijke uitkeeringen van specie voor den Staat betrekkelijk weinig aanzienlijk en beperken zich tot een uitbetaling van interesten.

Het zou echter mogelijk zijn dat de sommen, welke de Samenwerkende Vennootschappen voor Oorlogsschade aan de geteisterden voorschieten en die gewaarborgd zijn door den Staat en door de leening worden opgeleverd, thans eenigszins aanzienlijker worden dan in het verleden, met betrekking tot het algemeen bedrag der schadeloosstellingen door de rechtbanken toegestaan, daar alles laat voorzien dat de ter studie liggende dossiers de belangen vertegenwoordigen van een groot aantal geteisterden die dit betaalmiddel verkiezen. Wellicht dede de Kamer goed bij het Departement, belast met de vereffening der titels, aan te dringen opdat het zeer aandachtig zou toezien alvorens deze titels door de samenwerkende instellingen te laten disconteeren. Het staat vast dat de leening met loten van de Samenwerkende Vennootschap voor Oorlogsschade, welke thans wordt uitgegeven, een der laatste zal zijn, vereischt om het herstel tot een goed einde te brengen. Overigens, de bijval welke deze verrichtingen genieten is zeer gebillijkt, want, indien zekere uitgaven op de leening kunnen en moeten gedaan worden, dan zijn het wel die voor toerusting en wederopbouw, welke er toe bijdragen aan België geheel zijn productievermogen terug te schenken en tevens de opbrengst van de belastingen te vermeerderen.

Het is betreurenswaardig dat die voorschotten moeten gedaan worden aan die ons hebben geroïneerd, doch 's lands wel begrepen belang vereischt zulks.

Het komt ons belangwekkend voor hier een vraagpunt te onderzoeken, dat nog niet werd opgelost en dat bij een groot aantal nijveraars ontroering verwekt.

Tot nog toe had de Algemeene Maatschappij voor Crediet aan de Nijverheid aan de geteisterde nijveraars geleend tot beloop van de volledige waarde hunner titels van Oorlogsschade; doch deze Maatschappij, die thans verlangt geheel hare eventueele cliënteel te kunnen bedienen en deze ziet aangroeien naarmate nieuwe provisionneele of definitieve vonnissen verleend worden, schijnt niet meer te willen leenen dan 80 t. h. van de door de vonnissen bewilligde sommen.

Deze hervorming, welke in zekere oogpunten kan gerechtvaardigd worden ten opzichte van de Nationale Vennootschap van Crediet aan de Nijverheid, schijnt echter de vroeger door den Staat aangegane verbintenissen te willen versmaden en veroorzaakt last aan zekere nijverheidsbedrijven wier instandhouding voor 's Lands bloei onontbeerlijk is. Uwe Commissie verzoekt de Regeering opnieuw met een bijzondere aandacht de gevolgen te willen nagaan van den ontworpen maatregel; zij vraagt zich af of het niet goed zou zijn van nu af aan de ingewikkelde vraagpunten te bestudeeren, welke de vervaltermijnen van de titels der oorlogsschade in 't verschiep doen opdagen.

Het is te wenschen dat het niet lang meer zal aanloopen alvorens wij, eindelijk, de oplossing zullen kennen van de gewichtige problemas in zake schadeloosstelling tot herstel en de geïnterallieerde schulden. Van ons

persoonlijk standpunt uit, zijn wij gelukkig vast te stellen dat de openbare denkwijze in al de landen meer en meer het beginsel bekrachtigt van het prioriteitsvoorrecht voor het herstel ten bate der verwoeste gewesten. Wie kan betwisten dat, ongelukkigiglijk, ons land onder de meest beproefde voorkomt; het is, ongetwijfeld, het onschuldige slachtoffer van de groote wereldramp; geen gedeelte van zijn grondgebied is geheel ontsnapt aan de brutale greep van onze vijanden, noch aan de stelselmatige vernieling van al zijne rijkdommen.

Wat zouden wij, overigens, te vreezen hebben, wanneer zooveel beloften van algeheel herstel ons zoo herhaaldelijk en in zulke plechtige omstandigheden werden afgelegd door al onze groote Geallieerden?

Kan er sprake van zijn, zooals sommigen het beweerden, dat er kwestie van was de bestaande wetgeving in zake oorlogsschade te wijzigen; wij zijn verbeugd op dit punt al de betrokkenen te kunnen geruststellen. België heeft eene cereverbintenis aangegaan, het zal dezelve houden. Tot dit doeleinde zal het eene krachtdadige politiek blijven voeren.

Indien thans de wetgeving dienaangaande zou gewijzigd worden, zou men de geteisterden in twee reeksen verdeelen; de openbare meening zou tegen dergelijke wijze in opstand komen. Daarenboven, moeten wij het erkennen en luide verkondigen, dat het wezenlijk bedrag der door ons geleden schade veel hooger staat dan het bedrag voortvloeiende uit het opmaken van Duitschlands loopende rekening, want de wet die ons beheerscht herstelt op verre na niet al de stoffelijke en rechtstreeksche schade ons door den vijand berokkend. Geeft men aan de particulieren de waarde terug van hunne talrijke gestolen of verloren kunstvoorwerpen? Geeft men hun de waarde terug van hunne zoogezegde kunstmeubelen? Is het wederbeleggingscoëfficiënt niet vaak beneden den werkelijken prijs van wederopbouw? Geeft men aan allen al de hun ontstolen grondstoffen terug, enz. ? — Neen !

Wat al schade is ook niet begrepen in de categorieën door het Verdrag van Versailles voor het herstel voorzien, hoewel sommige van rechtstreekschen en materieelen aard zijn.

Wij kunnen zeggen dat de Begrooting van dit jaar haar definitieven vorm begint te krijgen, want, zooals de Algemeene Verslaggever het terecht deed opmerken, zal zij eerlang nog slechts drie rubrieken omvatten : « Dienst der Leeningen, Interest der Titels, Vergoedingen en Pensioenen ». Ik zou wel zeggen dat deze drie rubrieken in eene enkele zullen samengevat worden, namelijk « de dienst der aangegane leeningen tot nakoming onzer verbintenissen ».

De onderscheidene Departementen welke nog in uitgaven voorkomen op de begrooting van 1923, brengen daarop al de in 1922 ter Commissie aangekondigde uitgaven, en deze blijven in de lijn der ramingen.

Toekomende jaar, behalve het Ministerie van Spoorwegen, het Ministerie van Economische Zaken en dat der Openbare Werken, zullen de overige, om zoo te zeggen, practisch verdwenen zijn.

Voor den Dienst der Verwoeste Gewesten, zal het Ministerie van Economische Zaken nog slechts eene likwidatiebegrooting hebben, evenals het Ministerie van Landbouw, wiens diensten voor landbouwherstel vanaf de maand Mei van dit jaar in vereffening zijn getreden.

Kunnen wij, bij het grondig bestudeeren dezer Begrooting, sommige teekens van vertrouwen bespeuren, wij bemerken er ook andere die ons verontrusten. Wat zullen onze soldaten en onze burgers in de Rhurstreek ons meer kosten dan er werd voorzien?

Even als verleden jaar, besluiten wij nog eens te meer ons volstrekt recht op herstel te doen gelden. Duitschland moet betalen en zal betalen.

* * *

Laat ons, zoo gij het goed vindt, een snellen blik werpen op de onderscheidene artikelen der Begrooting.

De voorziene uitgaven voor de *Openbare Schuld* dienen geenszins gerechtsvaardigd te worden.

De *Ministeries van Justitie, van Binnenlandsche Zaken, van Wetenschappen en Kunsten* vragen de noodige credieten om hunne werken van herstel te voltooien en — wat sommige Departementen betreft — om hunne uit den oorlog ontstane werken te kunnen in leven houden. Hunne credietaanvragen waren alle, verleden jaar reeds, bij de Commissie aangemeld geworden.

Het Ministerie van Openbare Werken heeft, dit jaar, al de nog niet aangevangen werken afgevoerd van de begrooting; deze voorzichtigheidsmaatregel, noodzakelijk gemaakt door het niet voldoen van den aan Duitschland opgelegden staat der betalingen van 21 Mei 1921, zal eenigszins het herstel vertragen van het openbaar domein; doch het is een wijze maatregel. Voor de volgende jaren, voorziet dit Departement uitgaven welke op vijftig millioen kunnen geraamd worden, buiten de millioenen welke het tot later heeft verdaagd.

Het Departement van Landbouw likwideert zijne diensten van landbouwherstel zooals blijkt uit de nota in de bijlage. (*Zie Bijlage II.*)

Het Ministerie van Economische Zaken bestaat vooral uit twee belangrijke diensten. De eerste, genoemd Dienst der Verwoeste Gewesten, omvat de Hooge Koninklijke Commissarissen, hunne adjuncten, den dienst voor het vervoer, den dienst der aangenomen gemeenten alsmede den dienst der niet-aangenomen maar toch gedeeltelijk geteisterde gemeenten.

Deze dienst zal toekomend jaar volledig gelijkwideerd worden; slechts eenige ambtenaren zullen blijven om de reeds aangevangen vereffening te voltooien.

Nochtans, zooals wij het verleden jaar zegden, is het noodig dat deze ambtenaren verdwijnen wegens afschaffing van het ambt en niet met hun werk aan nieuw gekomenen over te dragen. De mogelijkheid zou echter kunnen nagegaan worden, de voleindiging van zekere werken toe te vertrouwen aan de bestendige diensten der Openbare Werken. Nog moet men

voorzichtig te werk gaan met het terugtrekken van de weldaad der aanne-
ming van sommige gemeenten, want het is klaar dat indien men deze
weldaad te spoedig terugtrekt, aan de Gouverneurs der provinciën een
bijwerk zal worden opgelegd, zoodat het personeel van dezen, tot slecht
voorbeeld van elders, daardoor zou moeten vergroot worden.

De tweede belangrijke dienst in dit Ministerie is de Dienst der Oorlogs-
schade.

Tot nog toe, kan niemand met juistheid zeggen welk het geheel bedrag is
der sommen die door de nog te verleenen vonnissen of te sluiten vergelijken
zullen verleend worden. Meer dan 500,000 zaken werden definitief geregeld,
zij betreffen een veel aanzienlijker aantal dossiers. Vanaf Januari tot einde
Maart, werden 65,000 zaken afgedaan van de eene of andere bovenvermelde
soort. Dit getal werd nog nooit bereikt; nochtans kon het Departement zijn
personeel met 160 beambten verminderen.

Sommige leden van de Commissie hebben den wensch geuit, dat, zooals de
wet het eischt, de lijst der gesloten vergelijken zou worden openbaar
gemaakt en ook dat men de benaming van al de verleende vonnissen zou
kenbaar maken.

De Begroting van het Ministerie van Landsverdediging, op menige kleine
sommen na, omvat nog slechts uitgaven van pensioenen.

Het Ministerie van Spoorwegen volgt zijn aangekondigd programma van
herstel en, volgens zijne verleden jaar aan de Commissie gegeven vooruit-
zichten, hoopt het zijne taak te voltooien zonder zijn aangeduid bedrag van
ongeveer 150 millioen te overschrijden.

Wij kunnen ons een juist gedacht vormen van de schade door den bezetter
in dit domein veroorzaakt, wanneer wij zullen hebben doen kennen dat de
thans uitgevoerde werken tot herstel 2 milliard overschrijden en dat
Duitschland ons materieel heeft teruggegeven, dat op zijn crediet was
gebracht voor een bedrag dat nagenoeg de helft moet benaderen van dat
waarover wij komen te spreken.

De geheele Begroting werd door de Commissie goedgekeurd door
7 stemmen; er waren 3 onthoudingen.

De Verslaggever,

P. DE LIEDEKERKE.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



BIJLAGE I.

**Ontvangsten door de Commissie voor Herstel gedaan tot
op 31 December 1922.**

Volgens de jongste bekendmakingen van de Commissie voor Herstel, heeft Duitschland, op 31 December 1922, de volgende stortingen gedaan in goud-marken :

Specie	1,878,515,000
Leveringen in natuur	3,495,006,000
Afgestane Staatsgoederen	2,553,905,000
Ontvangsten van de Thesaurie	15,000,000
Te zamen	<u>7,940,426,000</u>

Welke verdeeld werden op de volgende wijze :

Frankrijk	1,790,803,000
Belgie	1,719,996,000
Groot-Brittannië	1,150,524,000
Italië	242,794,000
Servië	150,688,000
Japan	67,978,000
Tcheco-Slowakije	21,190,000
Polen	14,703,000
Griekenland	11,023,000
Rumenië	10,144,000
Portugal	4,415,000
Te zamen.	<u>5,184,257,000</u>

De 2,756,169,000 goud-marken die overblijven komen voor in de hier navolgende hangende rekeningen :

Onderzeesche kabels	49,000,000
Afgestane goederen en aandelen van de openbare Deutsche schuld	2,085,393,000
Gedeelte van de geraamde waarde der mijnen in het Saargebied	100,000,000
Gedeelte van de scheepswaarde	391,519,000
Onderscheidene	92,631,000
Specie in kas en te innen schuldvorderingen	37,626,000
Te zamen.	<u>7,940,426,000</u>

Deze cijfers zijn slechts voorloopig en kunnen nog wijzigingen ondergaan.

De kosten van de bezettingslegers moeten afgetrokken worden van de bedragen door deze tabel aan de onderscheidene landen toebedeeld.

De 7,940 millioen goud-marken, welke het gezamenlijk bedrag uitmaken van de ontvangsten gedaan op 31 December l.l. door de Commissie voor herstel, omvatten 7,927 millioen goud-marken door Duitschland geleverd en 13 millioen goud-marken welke ontvangsten zijn der Thesaurie door de Commissie verwezenlijkt.

Op dit gezamenlijk bedrag van 7,940 millioen goud-marken			
blijven te betalen	2,756	—	—
werden er verdeeld	5,184	—	—

Men zal, in de eerste plaats, in de nog te betalen rekeningen, 2,085 miljoen goud-marken bemerken, welke de waarde vertegenwoordigen van de Staatsgoederen achtergelaten in de van Polen en Dantzig afgestane grondgebieden, en het aandeel der vooroorlogsche Deutsche schuld te dragen door de inwoners dezer grondgebieden. Deze bedragen werden, in gevolge eener beslissing van de Conferentie van Spa, gebracht op eene wachtrekening en kunnen niet onder de geallieerden worden omgeslagen.

Op het gezamenlijk bedrag van de 5,184 miljoen aan de mogendheden verdeelde goud-marken, werden er 2,840 miljoen bestemd voor de terugbetaling van bevoorrechte schuldvorderingen : voorschotten gedaan aan de Duitschers voor sommige leveringen van steenkolen, kosten der bezettingslegers (het Amerikaansch leger niet inbegrepen) en kosten der geïnteralieerde Commissiën van contrôle. De mogendheden hebben dus, voor de eigenlijk gezegde bedragen van herstel 2,344 miljoen goud-mark ontvangen.

Er moet aangemerkt worden dat men Duitschland gecrediteerd heeft voor tijdens den aftocht achtergelaten materieel, voor leveringen bij den wapenstilstand gedaan, voor booten en kabels die onmiddelijk na den oorlog werden in beslag genomen of teruggegeven, ten bedrage eener som van 1,970 miljoen, welke voorkomen in het gezamenlijk bedrag van 3,495 miljoen voor leveringen in natuur. Men had misschien beter gedaan tusschen deze twee soorten van ontvangsten een onderscheid te maken.

BIJLAGE II.

ANTWOORDEN VAN DE REGEERING OP DE VRAGEN
DOOR DE COMMISSIE GESTELD.

VRAGEN.

*Hoe ver staat het met de likwidatie der diensten van het landbouwherstel ?
Welke maatregelen werden tot op heden genomen ?
Wanneer denkt men dat de likwidatie zal geëindigd zijn ?*

ANTWOORD.

a) *De dienst van het herstel der gronden* door den Staat is op het punt gelijkwideerd te worden.

De werken voorzien in de jongste aanbesteding worden thans uitgevoerd en zijn nagenoeg voltrokken.

De dienst, die op een gegeven oogenblik 52 toezichters bezat, heeft er nog slechts 5.

De nivelleerwerken door den Staat uitgevoerd zullen rond Juli geëindigd zijn.

Eerlang zal een laatste werk van heropbouw van ponteaux en brugkanalen op niet-bevaarbare waterloopen in aanbesteding worden gelegd en in den loop van dit jaar voltooid.

b) *Dienst der bebouwing met motortoestellen.* — De likwidatie loopt op haar einde.

Tot nog toe zijn zes der bijkomende stations voor motocultuur afgeschaft en het personeel naar huis gezonden. Dit zal weldra het geval zijn voor de overblijvende twee bijkomende stations en voor de hoofdstations. In Mei zal de bebouwingsdienst volkomen worden stopgezet.

Men begon met de likwidatie van het materieel. Een eerste verkoop van tractoren had reeds plaats en een tweede (30 tractoren) zal op 1 Mei e. k. plaats hebben. De overblijvende toestellen zullen na het seizoen kunnen verkocht worden. De dienst voor het dorschen zal, aanstaanden Herfst niet meer noodig zijn dan voor eenige gemeenten. Daarna zal men het materieel, waarvan een gedeelte aan de landbouwers, op 1 Mei e. k. zal worden afgestaan, kunnen gelijkwideerd worden.

c) *Dienst der herstelcontracten.* — De meeste herstelcontracten zijn afgesloten. Die er nog overblijven zullen afgesloten worden terzelfder tijd als de voltrekkingscontracten.

d) *Dienst der afwerkingscontracten.* — Een groot aantal afwerkingscontracten werden afgesloten of gaan het worden (7,500). Dit werk geschiedt ter plaatse in de centra van Yperen en Dixmuid. Het bestuur, de goedkeuring en de vereffening worden verzekerd door de bureelen, te Brugge. Het afsluiten dezer contracten zal, ik hoop het, dit jaar practisch worden geëindigd, behalve het uitvoeren der werken en de vereffening der voorziene sommen.

Deze afwerkingscontracten nemen de plaats in van definitieve vergelijken en zullen de rechtbanken voor oorlogsschade van een aanzienlijk deel van hun werk ontlasten.

e) *Dienst der voorschotten voor herstellde gronden zonder voorafgaand contract.* — De verrichtingen zijn zoo goed als geëindigd.

f) *Commissie voor de landbouwverdeeling.* — De gewestelijke Commissiën

zullen, 1 Juni aanstaande, worden geschorst en geheel het werk van rechtvaardiging door de bureelen, te Brugge, verzekerd worden;

g) *Dienst voor goedkeuring der geschiktmakingsplans.* — Dit werk is voor twee derden voltooid. Het zal in den loop van dit jaar kunnen ten einde worden gebracht;

h) *Onderscheidene diensten.* — Kopij der plans, atlas der buurtwegen en waterloopen, wederinvordering van oud ijzer, dienst der inlichtingen, eindigen in den loop van dit jaar.

VRAAG.

Welke is de indeeling van de posten aangegeven in artikel 24?

Vriendelijk verzoek te doen blijken dat de gedane onkosten ten bate van de geteisterden in korting komen van de hun verschuldigde oorlogschade.

ANTWOORD.

Het crediet van 500,000 frank, voorzien onder artikel 24, wil het Departement in de mogelijkheid stellen tusschen te komen in de gevallen waar het geheele herstel van sommige gronden bijzondere bewerkingen vereischt die de landbouwers uit eigen beweging niet zouden uitvoeren, zooals bij voorbeeld, het gebruik van buitengewone hoeveelheden kalk om de gevolgen van de lange overstroming door zeewater te bestrijden.

Tot dusverre is het Departement er nog niet toegekomen uitgaven op dit artikel aan te wijzen.

Deze uitgaven zouden noodzakelijkerwijs in mindering komen van de vergoedingen die aan de geteisterden toekomen, vermits zij voor gevolg zouden hebben de schade, welke moet hersteld worden, te verminderen, of zelfs te doen verdwijnen.

VRAAG.

Verzoek de maatregelen getroffen tot herstel en verbetering van de huisdieren in de verwoeste streken nader te bepalen en te rechtvaardigen. (Art. 28 van het Begrootingsontwerp.)

ANTWOORD.

In den aanvang van 1922, was de veestapel in de verwoeste streken ongeveer 40 t. h. van wat hij was in 1914. Hij bestond hoofdzakelijk uit dieren behorende tot rundersoorten die aan ons land vreemd zijn en waarvan vele in Duitschland waren opgevorderd.

Deze ongelijksoortige massa kon hoegenaamd niet dienen voor een definitief herstel van onzen veestapel. Want de soorten die men zou hebben verkregen door de ongeregelde kruising van deze dieren van zeer verschillende natuur, zouden deze massa nog meer ongelijksoortig hebben gemaakt.

Anderzijds kon geen enkel van deze rassen op voordeelige wijze de vergelijking doorstaan met het vroegere roode ras uit de Vlaanderen, dat in 1914 in deze streek leefde.

Het herstel van dit uitstekende ras was ongelukkig zeer moeilijk door het gebrek aan stieren in die streek. Om dien toestand te verbeteren bezorgt het Departement aan de Vereeniging van veekweekers de noodige stieren. Daar het bijzonder moeilijk en kostbaar is deze dieren te onderhouden, komt mijn Departement tot een bedrag van 700 frank per jaar tusschen in de onderhoudskosten. Tot nogtoe hebben 32 syndicaten deze subsidie gevraagd en verkregen.

Het *Agricultural Relief of Allies Committee* schonk aan de landbouwers van de verwoeste streken een zeker getal stuks van het echte ras « dairy shorthorn ». Met het oog op de bijzonder waarde van deze dieren, heeft mijn Departement het belangwekkend gevonden eene proef van acclimatatie van

dit ras te doen. Om het ras zuiver te bewaren, werden de bezitters van deze dieren gegroepeerd in twee syndicaten van kweekers, het eene te Slype en het andere te Wervicq, aan welke syndicaten mijn Departement dezelfde voordeelen heeft verleend als aan deze van de kweekers van inlandsch vee. De toestand van het geitenras was dezelfde als deze van het hooger omschreven vee. Om het ras van de streek te herstellen, dat vele hoedanigheden bezit, verleent mijn Departement eene toelage van 100 frank aan de syndicaten van de verwoeste streek om hen te helpen voor het verkrijgen van een goed kweekdier.

VRAAG.

Welke zijn de ontvangsten opgebracht door de onderscheidene diensten voor motocultuur, voor het dorschen der granen, enz. Op welke grondslagen worden deze ontvangsten berekend?

ANTWOORD.

Dienst voor motocultuur : fr. 176,490.65.

Dienst voor het dorschen : fr. 489,549.65.

Voor de bebouwingen moet worden betaald :

0 frank per hectaar voor een eerste bebouwing ;

50 — — — tweede —

75 — — — derde —

Voor het dorschen :

Zonder binden, 30 frank per 100 kilogram gedorschen graan ;

Met binden, 40 — — — —

VRAAG.

Hooveel zaken waren er, op 1 Maart 1923, volkomen afgedaan hetzij door een vonnis of door een vergelijk? Welk was het bedrag der aldus toegekende oorlogsschade : a) voor schade aan goederen ; b) voor schade aan personen?

ANTWOORD.

De noodige elementen om de statistiek op te maken op 1 Maart 1923, zijn nog niet bij het hoofdbestuur toegekomen. Onderstaande opgave geeft den toestand op 31 Januari l. l.

Schade aan goederen.

Het aantal voor goed afgedane aanvragen is	271,524	
voor een bedrag van	fr.	3,253,190,779.32
dat zich onderverdeelt als volgt :		
Eindvonnissen : 177,101 voor		5,103,358,102.04
Vergelijken Dienst der oorlogsschade : 71,010 voor		94,577,340.25
Vergelijken Bond der Coöperatieven : 23,413 voor fr.		55,255,337.03

Schade aan personen.

Aantal gewezen vonnissen : 195,849.

Het is niet practisch mogelijk het bedrag te bepalen van de toegekende sommen, daar deze, inderdaad, meestal renten uitmaken. Op 31 Januari 1923, had het Departement betaald voor achterstellen uit dien hoofde : fr. 285,153,267.82 aan de burgerlijke slachtoffers.

VRAAG.

Welke zijn de coëfficiënten van wederopbouw door den Staat (gemiddelde voor 1922, per sector)?

ANTWOORD.

Deze coëfficiënten zijn de volgende :

West-Vlaanderen (Sector-Noord)	4,849
West-Vlaanderen (Sector-Zuid)	4,962
Oost-Vlaanderen	4,388
Antwerpen	4,673
Brabant	4,595
Henegouw	4,249
Namen	4,14
Luik en Luxemburg	4,451

